

L'étrange défaite de John McCain

Romain HURET

Au-delà de la magistrale campagne de Barack Obama, comment comprendre la très lourde défaite du candidat républicain à la présidentielle américaine ? Pour l'historien Romain Huret, l'échec de John MacCain signe la faillite morale et politique de trente années de conservatisme.

« Ils invoquaient avant tout l'intérêt ; et c'est en se faisant de cet intérêt prétendu une image terriblement étrangère à toute vraie connaissance du monde qu'ils ont lourdement induit en erreur les disciples, un peu moutonniers, qui, en eux, mettaient leur foi. [...] Comme la parole qu'ils prêchaient était un évangile d'apparente commodité, leurs sermons trouvaient un facile écho dans les instincts paresseusement égoïstes qui, à côté de virtualités plus nobles, dorment au fond de tout cœur humain. Ces enthousiastes, dont beaucoup n'étaient pas personnellement sans courage, travaillaient, inconsciemment, à faire des lâches. Tant il est véritable que la vertu, si elle ne s'accompagne pas d'une sévère critique de l'intelligence, risque toujours de se retourner contre ses buts les plus chers ».

Marc Bloch¹

Employés en un autre temps, pour une autre défaite, ces propos de Marc Bloch rendent également compte de l'étrange défaite de John McCain. Si nul ne peut contester le manque de dynamisme de sa campagne face à l'extraordinaire candidat que fut Barack Obama, si nul ne peut remettre en cause le ridicule du choix de Sarah Palin, chacun doit s'interroger sur cet étonnant constat : comment un politicien si ouvert dans le passé à des solutions de compromis avec les Démocrates, comment un homme longtemps favorable à une politique migratoire plus audacieuse, comment un individu si souvent iconoclaste a-t-il été condamné à n'apparaître que comme le candidat d'une Amérique blanche, très conservatrice, repliée sur

¹ Marc Bloch, *L'Étrange défaite*, Paris, Coll. Folio Histoire, Gallimard, 1990, p. 174-175.

ses prérogatives économiques ? La réponse est simple : s'il fut choisi précisément pour cela par des militants qui ne l'avaient guère ménagé jusqu'alors, John McCain n'a pas su faire oublier la trahison des élites conservatrices et leur échec de gouvernance depuis une vingtaine d'années aux États-Unis.

Le bilan politique du mouvement conservateur

Pour comprendre le caractère étonnant de cette défaite, il convient de revenir aux origines mêmes du mouvement conservateur². Dans les années 1960, les conservateurs ont l'impression de vivre dans un monde foncièrement hostile, dangereux et inquiétant. Ce sentiment d'appartenir à une minorité, sociale, intellectuelle et politique, les conduit à entrer en politique. Cette politisation n'emprunte pas des trajectoires familières : elle se met en place dans les foyers ; le prosélytisme se développe dans le voisinage ; les réunions ont lieu dans de paisibles salons de la classe moyenne américaine. Pour un observateur avisé, la mobilisation relève de l'amateurisme et du bricolage si on la compare à la puissance des structures d'organisation mises en œuvre au même moment par les libéraux (*liberals*)³. Mais cette faiblesse devient rapidement un atout. Car la mobilisation tire sa force de cette accumulation de petites formes de militantisme locaux : ici une manifestation contre l'homosexualité dans l'Idaho, là une dénonciation des manuels scolaires dans le Texas, bref des milliers d'actes individuels qui s'agrègent lentement dans le paysage politique américain. Dans les universités, les lycées, les usines, au cœur même de ces banlieues souvent présentées comme des lieux d'apathie politique, des formes inédites de contestation se mettent progressivement en place pour critiquer l'ordre établi par les libéraux (*liberals*). Si le conservatisme américain présente des visages multiples, des fondamentalistes religieux aux partisans du libre marché, en passant par les libertariens, qui souhaitent une rupture brutale avec l'État, l'investissement militant sur le terrain relie bien souvent les courants conservateurs entre eux⁴. D'abord invisible, cette contestation est omniprésente dans le pays au début des années 2000. La chaîne de télévision *Fox News*, principal médiateur aujourd'hui des idées conservatrices, en est la preuve la plus éclatante.

Depuis une trentaine d'années, les conservateurs occupent les principaux postes de pouvoir et affichent avec fierté leur capacité à gouverner le pays et à garantir sa sécurité dans

² Je me permets de renvoyer à mon ouvrage, *Les Conservateurs américains se mobilisent. L'autre culture conservatrice*, Paris, Autrement, 2008.

³ Aux États-Unis, le terme libéral (*liberal*) désigne les personnes de gauche favorables au Parti démocrate.

⁴ Alan Brinkley, « The problem of American conservatism », *American Historical Review*, 99, 1994, p. 409-429.

un monde dangereux. Dès les années 1960, les cadres de l'organisation étudiante *Young Americans for Freedom* annonçaient qu'ils allaient prendre le pouvoir très rapidement pour mettre un terme à la faiblesse de gouvernance des Démocrates⁵. À la fin des années 1990, Tony Blankley, un temps proche conseiller du leader du parti républicain, Newt Gingrich, compare la révolution conservatrice à un « trotskysme de droite », non pour son idéologie, mais pour son travail de sape de minorité très agissante⁶. Hostiles à l'État social, les conservateurs promettent un État fort, centré sur la sécurité nationale, utilisant des méthodes de gestion et d'évaluation qui ont parfaitement fonctionné dans le privé. Depuis l'arrivée de Ronald Reagan, la dérégulation du monde du travail, la disparition progressive des programmes sociaux et la création d'un État militarisé fort ont été mis en œuvre lentement, mais sans discontinuer, par les militants conservateurs.

L'administration de George W. Bush aura révélé avec cruauté l'échec de gouvernance de cette génération de conservateurs. Le décalage entre l'effondrement des cadres élémentaires de la société et un discours très convenu a frappé tous les Américains. Les terribles conséquences de l'ouragan Katrina ont révélé l'ampleur des effets sociaux du désengagement de l'État et du rôle accordé à la famille comme seule structure de régulation sociale. Devant une commission de la Chambre des représentants, Mike Brown, le responsable, fort critiqué à l'époque, de l'agence en charge des catastrophes naturelles, répondit avec une franchise désarmante, lorsqu'on lui demandait pour quelle raison le gouvernement n'avait pas veillé à apporter de la glace pour conserver les aliments après le passage de l'ouragan, que ce n'était pas « le rôle du gouvernement fédéral de m'aider à conserver au frais ma viande de hamburger dans mon réfrigérateur »⁷ ! En Irak, l'échec de gouvernance a paru identique. Dans la conduite de la guerre contre le terrorisme et la gestion des affaires de la planète, les conservateurs ont semblé obtus, incapables de comprendre le monde qui les entoure au-delà de leurs croyances personnelles et religieuses. La crise financière a encore plus contribué à démontrer leur incompetence en matière de gouvernance. C'est à un échec générationnel auquel nous avons assisté au cours des huit années de mandat de George W. Bush.

⁵ Gregory Schneider, *Cadres for Conservatism: Young Americans for Freedom and the Rise of the Contemporary Right*, New York, New York University Press, 1999.

⁶ Tony Blankley, « Street-Fighting Days », *George*, July 1998, p. 53.

⁷ Cité dans Éric Lipton, Shane Scott, « Leader of Federal Effort Feels the Heat », *New York Times*, 3 septembre 2005, p. 1 ; Romain Huret, « L'ouragan Katrina et l'État fédéral américain. Une hypothèse de recherche », *Nouveau Monde. Mondes Nouveaux*, revue électronique, 7, 2007 (<http://nuevomundo.revues.org/document3928.html>).

La mobilité sociale américaine en crise

Alors que les conservateurs promettaient davantage de mobilité sociale, accusant l'État d'être un facteur de blocage et un outil utilisé par les élites libérales (*liberal*) pour garantir leur reproduction sociale, ils lèguent au pays une crise structurelle de la méritocratie à l'américaine⁸. À plus d'un titre, l'ouragan Katrina a révélé les conséquences du désinvestissement social de l'État, qui a pourtant fait l'objet d'un consensus politique dans les années 1990⁹. Il est frappant de constater la prégnance de la thématique du concept sociologique d'*underclass* dans les écrits des journalistes qui ont rendu compte du désastre. L'ouragan a permis une redécouverte médiatique des soubassements économiques mais également socio-culturels de la pauvreté : être pauvre, c'est certes manquer d'argent, d'une voiture, mais aussi de contacts à l'extérieur, de relais dans le reste du pays. Bref, ce n'est pas un hasard si les pauvres furent les principales victimes de la catastrophe¹⁰. De façon cruelle, Katrina a mis au jour les blocages structurels de la société américaine. Les difficultés des populations pauvres à sortir de la ville révèlent, plus largement, une mobilité sociale en panne dans l'ensemble du pays.

Incontestablement, l'éducation américaine ne joue plus son rôle d'ascenseur social et renforce le capital culturel et social des élites. Longtemps justifiés par la logique du marché, ces chiffres inquiètent aujourd'hui : alors que les déclarations d'un Bill Gates sur la corrélation entre la détention d'un diplôme d'études supérieures (*master's degree*) et le niveau de réussite sociale sont acceptées par tous, le nombre d'étudiants diplômés stagne. Seuls l'Allemagne et les États-Unis sont dans ce cas aujourd'hui, alors que l'ensemble des pays industrialisés connaît une croissance forte du nombre de diplômés du supérieur. La diversité sociale du recrutement dans les universités s'étiole. La part des bourses dans le financement des études s'étant réduite de 55 à 41% depuis 1980, le recours à l'emprunt est de plus en plus souvent obligatoire pour les parents et/ou les enfants. Cette stratégie familiale n'est pas identique partout. Une étude sur les quartiers pauvres de Boston a montré que seulement un tiers des lycéens issus des quartiers pauvres avaient passé l'examen SAT, indispensable pour l'admission dans l'enseignement supérieur, au cours du mois d'octobre de leur dernière année

⁸ Romain Huret, « Le recrutement des élites aux États-Unis au XX^e siècle », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 39, septembre 2005, p. 25-36.

⁹ Romain Huret, « Le trou du *donut* ou l'inachèvement de l'État-providence américain », in Denis Lacorne (dir.), *Les États-Unis 1880-2000*, Paris, Fayard, 2006, p. 281-294.

¹⁰ Matthew Mulcahy, « Hurricanes, poverty, and vulnerability: an historical perspective » (<http://understandingkatrina.ssrc.org/Mulcahy>).

de lycée, contre 97% des enfants issus des milieux favorisés¹¹. À cela s'ajoute le manque d'informations des milieux défavorisés qui, peu au fait des systèmes de bourses, hésitent à envoyer leurs enfants dans des universités coûteuses¹².

Les universités sont en effet contraintes de répercuter sur les frais d'inscription le ralentissement de l'investissement public. Cette diminution des fonds publics s'est opérée à un moment où le coût moyen de formation par étudiant a considérablement augmenté. Dans l'enseignement supérieur, les frais d'inscription ne cessent de s'accroître : entre 1976 et 1995, ils ont été multipliés par quatre à l'université de Californie-Los Angeles (UCLA)¹³. L'écart se creuse inexorablement entre les universités publiques et privées, en raison de la croissance des frais d'équipement, notamment dans le domaine informatique¹⁴. Est-ce un hasard si les critiques virulentes se multiplient contre l'élitisme de l'université américaine depuis une dizaine d'années ? D'après les données contenues dans le *Social Register*, le « bottin mondain » contenant la liste des familles de l'élite américaine, 92% des familles présentes en 1940 y sont toujours en 1977¹⁵. En dépit des velléités réformatrices de l'après-guerre, les écoles préparatoires (*prep schools*) demeurent élitistes : seulement 4% des étudiants y accédant sont issus de la communauté afro-américaine, alors qu'ils représentent 19% des lycéens¹⁶.

Sans surprise donc, les enfants issus des milieux défavorisés réduisent souvent leur temps de scolarisation à deux années. Pour financer leurs études, ils doivent travailler dans la restauration rapide et la grande distribution : Wal-Mart en emploie plusieurs milliers. Faute de réussite suffisante aux tests de fin d'année, ce sont souvent des petites universités (*community colleges*) qui les acceptent. En leur sein, les étudiants s'inscrivent en grande majorité pour des cours de rattrapage en anglais et en mathématiques. On estime à 60% le nombre de Latinos scolarisés dans le supérieur qui intègrent ce type d'université. Toutefois, et c'est là que le bât

¹¹ Cité dans Robert Haveman, Timothy Smeeding, « The role of higher education in social mobility », *The Future of Children*, vol. 16, n° 2, 2006, p. 125-150.

¹² Dans les 146 meilleures universités du pays, qui représentent 10 % de l'ensemble des étudiants, 74% des étudiants viennent des fractions les plus riches de la société, alors que seulement 3% viennent de milieux défavorisés. Dans les 253 universités de rang inférieur, les pourcentages sont respectivement de 46 % et 7%. Seules les petites universités (*community colleges*) accueillent de façon significative les étudiants pauvres.

¹³ R. Benjamin, S. Carroll, *Breaking the Social Contract: The Fiscal Crisis in Higher Education*, Santa Monica, Council for Aid to Education, RAND, p. 17.

¹⁴ C. H. Persell, P.W. Cookson, Jr., « Microcomputers and elite boarding schools: educational innovation and social reproduction », *Sociology of Education*, vol. 60, avril 1987, p. 123-134.

¹⁵ David Broad, « The Social Register: directory of America's upper class », *Sociological Spectrum*, 16, p. 173-181.

¹⁶ C. H. Persell, P.W. Cookson, *Preparing for Power: America's Elite Boarding Schools*, New York, Basic Books, 1985, p. 67.

blesse, seulement 30% des étudiants inscrits décident de prolonger leur cursus au-delà des deux années requises¹⁷. Ces universités ne jouent plus le rôle de sas qu'elles avaient longtemps joué dans le pays pour recruter les meilleurs éléments. En d'autres termes, la société américaine apparaît de moins en moins égalitaire. Le contrat social conservateur ne facilite donc guère l'ascension sociale de l'homme de la rue (*common man*).

La défaite d'un franc-tireur et d'un système

Le choix de John McCain par les militants républicains a été une réponse à cette crise structurelle. Longtemps considéré comme inclassable (*maverick*) dans la vie politique, il a toujours combattu en faveur de mesures de compromis, d'une politique migratoire moins frileuse à l'égard des Hispaniques et d'une lutte contre la corruption du personnel politique. À plusieurs reprises, il a montré sa volonté de faire de la politique autrement. Est-ce un hasard si McCain a appelé son bus de campagne le « bus du franc-parler » (*straight talk bus*) ? Sa différence l'avait pourtant longtemps handicapé. En 2000, le candidat George W. Bush n'avait pas hésité à distiller des insinuations racistes contre l'un des enfants adoptés par la famille McCain. Ses rapports amicaux avec les Démocrates, en particulier John Kerry, avaient également joué en sa défaveur. En 2008, en raison de l'échec de l'administration Bush, le processus s'inverse : sa différence devient un atout électoral pour les militants républicains. Tout dans son parcours semble faire de lui l'homme capable d'éviter une cuisante défaite de la droite américaine. Son passé de militaire et ses allures de sémillant retraité plaident plus encore en sa faveur. Il joue à merveille de sa carte de « dur » (*tough guy*), distillant à dessein les anecdotes sur son passé de bagarreur et, bien évidemment, utilisant son statut d'ancien combattant du Vietnam et de victime de la torture. Que s'est-il donc passé pour expliquer la défaite de John McCain ?

McCain est demeuré prisonnier de l'échec de gouvernance de l'administration Bush pendant toute la campagne électorale. La crise économique a agi comme un révélateur pour nombre d'électeurs. Au lieu de dénoncer la gestion dérégulée en cours depuis de nombreuses années, il a repris un discours convenu sur la bonne santé du système et les inévitables « canards boiteux » tout au long du mois de septembre. Ensuite, il n'a jamais réussi à lutter contre l'influence croissante de la base conservatrice qui imposa le choix de Sarah Palin. Au-delà de son incompétence flagrante pour la fonction, le parcours politique de Palin est entaché

¹⁷ Chiffres tirés de Robert Haveman, Timothy Smeeding, « The role of higher education in social mobility », *The Future of Children*, vol. 16, n° 2, 2006, p. 146.

par la corruption. Pour le grand malheur de John McCain, l'Alaska et ses petits arrangements avec la morale ressemblèrent tout à coup à la manière dont, à Washington D.C., les conservateurs ont envisagé le pouvoir politique comme un patrimoine appartenant à celui qui l'exerce.

Dans un ouvrage récent, le fils de l'écrivain Saul Bellow a émis l'hypothèse que le népotisme serait un élément structurant de la nation américaine depuis l'époque coloniale¹⁸. Au sein de l'administration du président George W. Bush, on comptait les fils de Strom Thurmond, d'Antonin Scalia, de Michael Powell, de Dick Cheney et de William Rehnquist. *In fine*, la campagne de John McCain a donné de plus en plus l'impression de ne s'adresser qu'à cette caste conservatrice qui, après s'être approprié le pouvoir, ne semblait pas prête à le rendre. Bien évidemment, et chacun doit avoir en tête l'ampleur de la tâche, les raisons mêmes de l'étrange défaite de John McCain rappellent à quel point le mandat de Barack Obama sera décisif pour les États-Unis, tant l'héritage conservateur apparaît dramatique.

Publié dans www.laviedesidees.fr, le 19 janvier 2009

© laviedesidees.fr

¹⁸ A. Bellow, *In Praise of Nepotism*, New York, Doubleday, 2003.